

L'échec du pouvoir marocain dans la crise du Rif

Analyse

CHARLOTTE BOZONNET
Service International

Huit mois après son déclenchement, la contestation sociale se poursuit dans la région d'Al-Hoceima, dans le nord du Maroc. Loin d'avoir calmé les esprits, les arrestations d'une centaine de personnes depuis le 26 mai – dont une majorité de jeunes – ont durci le mouvement, faisant descendre les femmes dans les rues pour demander la libération de leurs maris ou de leurs enfants. Dimanche 11 juin, une manifestation a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la capitale, Rabat, à l'appel de partis de gauche, de militants du 20 Février (nom donné au « printemps marocain » de 2011) et du mouvement Justice et bienfaisance (islamiste). Une mobilisation d'une ampleur inédite depuis le déclenchement des révolutions arabes il y a six ans.

L'approche ultrasécuritaire choisie par les autorités – des milliers de policiers ont été envoyés dans la région d'Al-Hoceima – surprend par son inefficacité dans un pays qui a pourtant montré sa capacité à évoluer avec la société et qui se fait fort d'être un îlot de stabilité dans la région. Début 2011, alors que des manifestations avaient éclaté au Maroc dans le sillage des soulèvements tunisien et égyptien,

le palais royal avait su couper court au mécontentement en promettant une vaste réforme constitutionnelle et des élections législatives anticipées. Six ans plus tard, la réponse des autorités a été très différente : envoi massif de policiers, arrestations de jeunes protestataires du Rif, dont certains pour le motif très grave de menaces à la sécurité intérieure de l'Etat, accusations de séparatisme ou de manipulations du mouvement par l'étranger.

Le Hirak, le mouvement de contestation dans le Rif, porte pourtant des revendications avant tout économiques et sociales, et non politiques. Il n'a pas de visées séparatistes. Les Rifains demandent au contraire plus d'Etat : des universités, des hôpitaux, des usines. Le Hirak s'est aussi fait fort de rester pacifique. De fait, en sept mois, les cas de heurts entre jeunes et policiers ont été rares malgré des face-à-face parfois tendus. L'histoire du Rif – longtemps en rébellion et réprimé par l'Etat central marocain – n'a pas été prise en considération dans le traitement purement sécuritaire de cette crise.

« Le pouvoir reproduit les pratiques anciennes "makhzénienne" [le makhzen désignant l'appareil d'Etat marocain regroupé autour du palais] dans sa gestion du rapport entre l'Etat central et les périphéries, en imaginant que ce sera toujours efficace. Il est prisonnier de ses schémas, un mélange de répression et de social, censés "soumettre" les villes en rébellion. Or, la situation a changé », souligne le politologue Mohamed Madani, enseignant à l'université de droit de Rabat,

pour qui « tout se passe comme si les autorités n'avaient pas pris acte des profondes transformations de la société marocaine ».

L'universitaire rappelle qu'entre 2005 et 2007, deux villes avaient connu des soulèvements similaires : Bouarfa, près de la frontière algérienne, et Sidi Ifni, dans le sud. « Ce qui se passe à Al-Hoceima n'est pas spécifique au Rif. C'est un phénomène qui concerne de nombreux bourgs et villes moyennes, qui revendiquent elles aussi leur part de développement »,

souligne M. Madani. A l'époque, la réponse du pouvoir à ces revendications d'ordre économique et social avait été la même : un cocktail de répression et de visites officielles pour annoncer de nouveaux projets. Or, les révolutions arabes de 2011 ont changé la donne : la parole s'est libérée, les habitants savent qu'ils ont une marge de manœuvre pour revendiquer leurs droits, et les réseaux sociaux permettent de faire circuler l'information.

« UN IMMENSE GÂCHIS »

Interrogé sur cette crise début juin, un officiel marocain, visiblement sur la défensive, expliquait au *Monde* : « Tous les pays du monde connaissent des manifestations. » C'est vrai. L'existence de revendications pacifiques n'est pas un problème en soi. La façon d'y répondre est, par contre, révélatrice du climat politique d'un pays.

La crise d'Al-Hoceima a souligné les limites du système marocain. Outre l'aspect répressif – 25 jeunes ont déjà été condamnés à dix-huit mois de prison, une coalition d'ONG a

dénoncé de graves violations des droits de l'homme –, les autorités ont refait des promesses sociales, mais aucune discussion avec les manifestants n'a été enclenchée. L'arrestation des jeunes, qui constituaient la colonne vertébrale du Hirak, a laissé les manifestants sans encadrement : depuis quelques jours, les heurts nocturnes violents entre jeunes et forces de l'ordre se sont multipliés. Dans un pays où les corps intermédiaires, partis, élus ou associations, sont systématiquement affaiblis par le palais royal, aucune structure n'est suffisamment représentative aux yeux des citoyens pour assurer une médiation.

« Cette crise du Rif est un immense gâchis, déplore un journaliste marocain, comme si elle effaçait les pas que nous avons faits en 2011. » Pour lui, « le pouvoir a du mal à passer à l'étape supérieure de la démocratie qui consiste à respecter l'intelligence de ses propres citoyens ». Le journaliste renvoie aux accusations de séparatisme et de financement par le Front Polisario qui ont visé le Hirak. « Cela dépasse Al-Hoceima : on a essayé ces dernières années de revenir sur les avancées de 2011 », estime-t-il. Et de citer en exemple le retard pris par le processus de régionalisation ou encore la crise politique qui a suivi les législatives d'octobre 2016 : après plusieurs mois de blocage, le populaire chef de gouvernement islamiste, Abdelilah Benkirane, avait été contraint de jeter l'éponge au profit d'un autre membre de son parti, jugé plus docile par le palais royal. ■

c.bozonnet@lemonde.fr

**LE HIRAK,
LE MOUVEMENT
DE CONTESTATION
DE LA RÉGION,
PORTE DES
REVENDEICATIONS
AVANT TOUT
ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES, ET NON
POLITIQUES**